

Si tu cherches la guerre, elle te trouvera!

Point de la situation politique février 2001

de Christoph Blocher

Est publié en langues allemande, française et italienne
La version originale est en langue allemande.

L'état actuel de la situation politique et les conséquences qu'il faut tirer du cas particulier de la Suisse sont d'une importance décisive pour l'avenir de notre pays. L'UDC du canton de Zurich a décidé par conséquent de mettre le discours 2001 de l'Albisgüetli à disposition du grand public.

Table des matières

| | | |
|--------------|---|-----------|
| I. | Introduction | 2 |
| II. | Les piliers de l'Etat suisse | 3 |
| III. | L'envie irrésistible des dirigeants d'adhérer à l'UE | 4 |
| IV. | Faut-il, en politique extérieure, préférer «l'éthique» au droit? | 6 |
| V. | Comment fouler aux pieds le droit en invoquant des motifs éthiques | 7 |
| VI. | L'UE, une grande puissance peu démocratique | 8 |
| VII. | La question épineuse du 4 mars 2001 | 10 |
| VIII. | Si tu cherches la guerre, elle te trouvera | 11 |
| IX. | Faut-il supprimer l'armée de défense suisse? | 12 |
| X. | Donnons l'exemple au lieu d'imiter | 16 |

I. Introduction

**"... Das Land ist eben recht,
ist nicht zu gut und nicht zu schlecht,
ist nicht zu gross und nicht zu klein,
um drin ein freier Mensch zu sein!"¹**

Par ces vers - créés pour la chanson d'inauguration de la Fête fédérale des chanteurs 1858 - **Gottfried Keller** encourageait un pays qui semblait apparemment à nouveau en proie au doute. Dix ans auparavant, la Suisse avait créé avec ses propres ressources **une constitution libérale et démocratique**, à savoir **un cas particulier** en Europe et était devenue pour cette raison la risée des grandes puissances étrangères.

Ces mots de Gottfried Keller sont intemporels ! A qui s'adressent-ils ? A qui faut-il sans cesse les rappeler ? Ce n'est pas tant aux citoyens suisses, qu'aux **dirigeants** et **couches dirigeantes de ce pays**.

Que ce soit par faiblesse, sentiment d'infériorité, égoïsme ou manque d'autonomie ou parce qu'elle est peut-être aveuglée par les grandes puissances, la Suisse officielle se trouve aujourd'hui à une croisée des chemins, comme cela a été si souvent le cas par le passé. Nous devons cette année nous rendre aux urnes pour nous prononcer sur deux projets de politique extérieure d'une portée capitale, parce que le Conseil fédéral et le Parlement poussent la Suisse à adhérer rapidement à l'UE et à l'OTAN.

L'enjeu est le suivant:

- **l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne sur laquelle nous serons appelés à nous prononcer le 4 mars 2001**
- **l'attribution au Conseil fédéral et au Parlement de la compétence d'engager l'armée suisse dans des zones de combat à l'étranger, ce qui revient à une préparation de notre pays à une adhésion à l'OTAN, attribution sur laquelle nous devons voter le 10 juin 2001.**

Faut-il progressivement et systématiquement **détruire** l'essence et le modèle qui a fait le succès de notre pays ?

Faut-il **renoncer à la Suisse?**

Il en va des questions essentielles que sont la liberté, la prospérité, le droit d'autodétermination et la sécurité de notre pays.

Nous nous en tenons à la sagesse de Gottfried Keller:

**"... Das Land ist eben recht,
ist nicht zu gut und nicht zu schlecht,
ist nicht zu gross und nicht zu klein,
um drin ein freier Mensch zu sein!"
« ... Le pays est bien tel qu'il est,
ni trop bon, ni trop mauvais,
ni trop grand, ni trop petit
pour y être un homme libre !" (Essai de traduction)**

¹ Gottfried Keller: Chanson d'inauguration de la 7^e Fête fédérale des chanteurs de 1858.

II. Les piliers de l'Etat suisse

Nous le savons parfaitement: s'il n'existait pas en Suisse une démocratie directe, notre gouvernement et Parlement auraient depuis longtemps intégré la Suisse à l'UE et notre pays ne serait plus neutre, mais membre de l'OTAN.

Fort heureusement, il y a bien longtemps, notre pays a déjà fait preuve de pionnier en prenant, comme aucun pays au monde, les mesures de protection et les dispositions nécessaires pour empêcher les gouvernants d'agir contre les intérêts et les libertés des citoyennes et citoyens. Ces mesures de protection sont les suivantes:

- La **souveraineté du peuple, y compris** pour les questions matérielles.
- La **neutralité perpétuelle et armée**, qui ne permet pas aux gouvernants de pousser sous des prétextes quelconques le pays dans des conflits extérieurs.
- Un **fédéralisme** poussé, qui contrecarre le centralisme et par conséquent une évolution erronée, concentrée en un endroit.
- Une **séparation stricte des pouvoirs**.
- Une **autonomie communale** unique comme bouclier contre la suprématie venant d'en haut.

Nous devons constamment nous rappeler que

tant que l'Etat repose sur ces piliers solides et tant que les citoyens resteront vigilants et défendront résolument leurs droits, un gouvernement ne pourra pas causer du tort aux citoyens, même s'il devait commettre des erreurs et bêtises par manque de courage, folie des grandeurs ou par inconstance.

Si les piliers de notre Etat sont renversés, notre maison s'effondrera. Si la population ne surveille plus jalousement ses droits, elle perdra sa liberté

Les mots que Gottfried Keller attribue à son maître couturier Hediger dans son livre «Fähnlein der sieben Aufrechten» **«Aucun gouvernement et aucun bataillon ne peut protéger le droit et la liberté si les citoyens ne sont pas capables de sortir de leur maison pour voir ce qui se passe !»** est toujours d'une parfaite actualité.

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres états, le pouvoir politique, mais aussi militaire, ne se trouve pas concentré auprès d'un gouvernement central dans la capitale, mais il est au domicile de chaque citoyen. **C'est pourquoi, avec son bulletin de vote, le citoyen doit également se prononcer par les urnes sur des questions matérielles et ne se contente pas d'élire. C'est aussi la raison pour laquelle chaque Suisse astreint au service militaire conserve son arme chez lui.** L'armée n'est pas un instrument privé pour soigner le prestige des gouvernants ou des généraux; c'est uniquement un instrument au service de la liberté et de l'indépendance du peuple.

III. L'envie irrésistible des dirigeants d'adhérer à l'UE

La votation du 4 mars 2001 sur l'initiative européenne ne sera pas une mince affaire ! Les citoyennes et citoyens de ce pays qui chérissent la liberté devront se battre activement pour que l'initiative européenne soit rejetée.

Il ne faut pas s'étonner que les **socialistes** soient impatients d'adhérer à l'UE. Ils savent pertinemment que l'UE nous imposerait enfin par la force leurs causes que les citoyens suisses ont constamment rejetées, à savoir **la redistribution des biens par l'Etat, l'augmentation de la quote-part de l'Etat et du taux de fiscalité, l'interdiction de faire de la concurrence fiscale, la suppression du secret bancaire ainsi qu'un endettement de l'Etat non réfréné.**

Malheureusement, force est de constater que le PS appelle de ses vœux le jour où la Suisse pourra enfin introduire à son tour **le taux de taxe sur la valeur ajoutée de 15 pour cent revendiqué par l'UE.**² Et cela bien que ce dernier frappe en premier lieu les revenus inférieurs et la classe moyenne.

Pour la question d'une adhésion à l'UE, les **partis bourgeois PRD et PDC** adoptent comme d'habitude une politique floue qui consiste en théorie à préconiser une adhésion dans les programmes de parti, mais à s'y opposer en pratique, en disant que ce n'est peut-être pas le moment à l'heure actuelle, mais peut-être bien demain, demain pouvant être après-demain ou après après-demain. Si après-demain, cela ne devait pas être le cas, ils ne manqueront pas de clamer qu'ils étaient déjà avant pour ou contre. Les fractions de ces «partis du milieu» sont complètement partagées; leurs électeurs doivent voter les yeux fermés, car ils ne savent pas quel est l'avis de leurs élus sur la question de l'adhésion à l'UE.

Et quelle est l'attitude du **Conseil fédéral** dans tout cela ? Pour des raisons tactiques, il a publié le mot d'ordre «Non» à l'initiative européenne, **bien qu'il récite au quotidien, telle une litanie, que l'objectif stratégique de la Suisse est l'adhésion à l'UE et bien qu'il ait déposé une demande d'adhésion à Bruxelles en 1992 déjà.** D'ici au mois de mars, le Conseil fédéral compte pratiquer une tactique d'apaisement des esprits, parce qu'il suppose que l'initiative «Oui à l'Europe» ne trouvera pas grâce aux yeux du peuple. Mais bien malin est celui qui sait ce que le Conseil fédéral souhaite réellement? Posons donc la question à Joseph Deiss, notre responsable de la politique extérieure!

Avant la votation sur les accords bilatéraux, le Conseil fédéral a affirmé: «Un oui n'a rien à voir avec une adhésion à l'UE.»³ Une semaine plus tard, le Conseiller fédéral **Deiss a déclaré dans un exposé public** que l'adhésion à l'UE n'était plus un objectif stratégique, mais bien plutôt **«un projet en cours d'élaboration».**⁴ **Faut-il dès lors s'étonner que les citoyens suisse considèrent que faire de telles déclarations, c'est manquer à la parole donnée?**

Deiss déclare qu'il nous appartient maintenant de montrer que nous sommes capables et bien décidés de **«préparer avec clairvoyance les adaptations nécessaires».** Il nous faut rappeler au Conseiller fédéral Deiss que, fort de leurs expériences passées, les citoyens suisses ne supportent strictement pas le mot **«adaptation» à des conditions qui restreignent et anéantissent notre liberté. Ce n'est pas l'adaptation qu'il faut prôner, mais la résistance.** La résistance à ceux qui veulent faire main basse sur nos libertés et notre porte-monnaie. **Non, Monsieur le Conseiller fédéral Deiss:** La Suisse ne s'est pas battue pendant plus de 700 ans pour que notre petit pays et ses citoyennes et citoyens se soient affranchis des despotes, grandes puissances et appétits de pouvoirs pour sacrifier tout cela aujourd'hui sur l'autel de politiciens manquant de courage!

**« ... Le pays est bien tel qu'il est,
ni trop bon, ni trop mauvais,
ni trop grand, ni trop petit
pour y vivre en homme libre !(Essai de traduction)**

² Plate-forme Europe. Edition spéciale Service de presse PS Suisse 534/22 mars 2000, p. 24.

³ Prise de position du Conseil fédéral sur la votation populaire relative aux accords bilatéraux du 21 mai 2000, p.12.

⁴ "Neue Zürcher Zeitung", 30. Mai 2000.

Nous nous en tenons à Gottfried Keller et ne souhaitons pas chanceler, même lorsque nos gouvernants sont en proie à un sentiment de grande insécurité. Par bonheur, le Conseil fédéral ne commande à personne d'une chanson pour la Fête fédérale des chanteurs 2001. Savez-vous à quoi ressemblerait une telle chanson? Elle aurait plus ou moins la teneur suivante:

L'ode du Conseil fédéral:

"... Le pays n'est plus bien tel qu'il est,
pour vous il est bon, mais pour nous il est mauvais,
«Pour nous autres puissants, il est beaucoup trop petit.
Vous, les citoyens, vous n'avez pas besoin d'être libres
c'est pourquoi nous vous poussons allez hop dans l'UE
où vous serez de surcroît gratifiés de l'OTAN !"

IV. Faut-il, en politique extérieure préférer «l'éthique» au droit ?

On est en droit de se demander quelles voies, quelles intentions et quels motifs sont applicables en politique extérieure. Continuons à essayer de percer le brouillard que l'on s'ingénie à répandre au Palais fédéral pour voiler les objectifs en matière de politique extérieure. Parmi les cinq objectifs de la politique extérieure du Conseil fédéral, on déplore depuis peu l'absence des deux plus importants: le maintien de l'indépendance et de la liberté de notre pays.⁵ **Même à la loupe, on chercherait vainement l'indépendance, la liberté et la défense des intérêts suisses ainsi que de la neutralité, bien que nos conseillers fédéraux et nos conseillers nationaux et aux Etats prêtent, à peine élus, le serment suivant:**

«En présence de Dieu tout-puissant, je jure d'observer et de maintenir fidèlement la constitution et les lois fédérales, de sauvegarder l'unité, l'honneur et l'indépendance de la patrie suisse, de défendre la liberté et les droits du peuple et des citoyens, enfin de remplir scrupuleusement les fonctions qui m'ont été confiées; aussi vrai que je désire que Dieu m'assiste.»

Selon notre ministre des affaires étrangères, la politique extérieure ne doit désormais plus servir **au maintien de l'indépendance et de la liberté** de notre pays. Il déclare que la politique extérieure **«devra à l'avenir s'inspirer davantage de valeurs éthiques fondamentales, plutôt que du maintien d'intérêts spécifiques !»**⁶ Vous rendez-vous compte, mesdames et messieurs, à quel point une telle déclaration est monstrueuse? On confie de la sorte la politique extérieure au **libre arbitre** des gouvernants, diplomates et politiciens. Tout et n'importe quoi peut en effet trouver une justification éthique. Tout dépend s'il s'agit d'une bonne ou d'une mauvaise éthique. Il est si fréquent qu'on avance des justifications éthiques très séduisantes pour camoufler de bien mauvaises intentions. Rappelons-nous les guerres, anéantisements de masses, croisades et autres développements politiques désastreux qui ont eu lieu au nom de prétendues valeurs éthiques? Ce n'est pas pour rien que nous vivons dans **un état de droit** et non pas dans un état éthique. L'éthique est certes censée servir de base au droit et à la législation, **mais les actions de l'Etat doivent s'appuyer sur le droit et non pas sur une quelconque éthique interchangeable**, par laquelle chacun y entend de surcroît des choses différentes. Cela conduit à l'arbitraire des gouvernants face aux citoyens.

Au cours des années passées, nous avons fait des expériences misérables avec ce qu'on appelle l'éthique. Notre pays a été victime de chantages et a été traîné dans la boue, tout cela au nom de valeurs éthiques fondamentales. **Au nom de l'éthique, on a poussé notre pays à payer des milliards.** Pour un petit état comme le nôtre, il est véritablement désastreux de se laisser guider par l'arbitraire éthique, plutôt que par le droit et la sécurité juridique, car tôt ou tard, il deviendra le jouet sans défense des grandes puissances qui ne manqueront naturellement pas de cacher leurs intérêts derrière de prétendus principes éthiques.

⁵ Les cinq objectifs de la politique extérieure du Conseil fédéral sont les suivants: maintien et promotion de la sécurité et de la paix; promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit; promotion de la prospérité; réduction des différences sociales; protection des bases de vie naturelles: cf. Schweiz global 1 (2000). p. 6.

⁶ "Wir sind auf Verbündete angewiesen." Interview avec le Conseiller fédéral Joseph Deiss, dans: Schweiz global 1/2000, p. 4.

V. Comment fouler aux pieds le droit en invoquant des motifs éthiques?

On a d'ores et déjà commencé à contourner les droits des citoyens et à faire primer l'éthique du Conseil fédéral sur le droit.

Sinon, comment expliquer que selon le Conseil fédéral, la Suisse a dans l'UE depuis le sommet de Vienne en 1998 le statut d'un « **membre désigné** »? ⁷ De « candidat à l'adhésion » que nous étions selon les dires du Conseil fédéral, nous sommes soudainement devenus « membre désigné ». Sur la base de quelle décision? Certainement pas d'une décision du peuple, mais sans doute suite à une décision éthique!

Comment expliquer que le Président de la Confédération de l'année passée Adolf Ogi se soit empressé de se rendre à Madrid pour assister à l'inauguration d'une exposition organisée pour le 500e anniversaire de l'empereur du saint empire romain germanique Charles V., parce que la Suisse a jadis elle aussi fait partie jadis d'un empire universel. Le Conseil fédéral aurait-il oublié que la Suisse a dû passer par de nombreux affrontements sanglants pour échapper aux appétits de puissance des Habsbourg? Dans l'avant-propos du catalogue de l'exposition, on peut lire la phrase lourde de sens: les pays participants sont partisans de l'Europe unie⁸ (tout comme le souhaitait Charles V., mais justement pas la Suisse !) Qui a donné l'autorisation au Président de la Confédération de déclarer que notre pays est partisan d'une Europe unie ? Comme vous pouvez le constater: de pays **non membre de l'UE**, nous devenons « **candidat à une adhésion** », et, à partir de là, « **membre désigné de l'UE** », pour finir **partisan officiel d'une Europe unie**.

Au sommet de l'UE à Nice « Dölf » Ogi a eu le privilège de prendre pour la première fois la pose pour la photo de famille en compagnie de tous les chefs de gouvernement européens. Même s'il était placé seulement au dernier rang, un petit parfum de grande puissance était clairement perceptible. Après son exposé de quatre minutes, Ogi aurait déclaré dans un coin aux journalistes suisses que les chefs d'Etat l'avaient écouté avec intérêt.⁹ (Notons bien au passage: il s'agissait de journalistes suisses. Des journalistes étrangers ne l'auraient de toute manière pas cru).

⁷ "Neue Zürcher Zeitung", 20 juillet 1999.

⁸ Kaiser Karl V. (1500-1558), Macht und Ohnmacht Europas, Genève/Milano, p. XI.

⁹ "Facts" Nr. 50 (2000), p. 45.

VI. L'UE, une grande puissance peu démocratique

Mais quelle est donc cette union à laquelle nous sommes censés adhérer impérativement? Dans quel paradis notre Conseil fédéral souhaite-t-il nous conduire à tout prix par le biais de motifs légaux, illégaux, éthiques et sans cesse nouveaux ? **Une chose est certaine : ce paradis est censé devenir une grande puissance** : Romano Prodi, président de la Commission de l'UE a dit par exemple textuellement que l'UE «**doit devenir peu à peu une authentique grande puissance**». Ce n'est que lorsque l'Europe s'exprimera d'une seule voix que le continent pourra jouer son rôle **de grande puissance** tant que le plan politique qu'économique.¹⁰ Une telle ambition brûlante de grande puissance est totalement à l'opposé de tout ce qui a valu à notre petit état sa stabilité, son succès et sa prospérité. **Ceux qui se rallient à une telle grande puissance sacrifient la Suisse!**

La bureaucratie bruxelloise n'a-t-elle pas justement montré tout récemment à tout un chacun son vrai visage qui est assez déplaisant?

- Mais où se situe donc l'éthique dans les quasi proverbiales **corruptions de l'UE** ? Des milliards d'impôts, par exemple du fonds agricole et de structure, disparaissent chaque année sans laisser de trace.
- Mais où donc se situe l'éthique quand on considère les sanctions totalement arbitraires qui ont été prises à l'égard **du petit état de l'Autriche**, dont les citoyens ont envoyé les socialistes dans l'opposition après qu'ils aient régné pendant des années en réalisant de substantiels profits. Ces sanctions étaient illégales, mais elles étaient bien entendu motivées par l'éthique!
- Même **skier en Autriche** fut alors considéré comme un péché mortel - comme cela le fut par exemple en Belgique. Mesdames et Messieurs, de telles
- déclarations de boycottage ne sont pas loin de l'appel »N'achetez pas chez les juifs !» Faut-il les considérer comme éthiques?
- A **Nice**, on a pu voir que les grands états souhaitent étendre leurs droits au dépens des petits états. Autre exemple : le chef néerlandais de la Banque centrale européenne ne peut même plus accomplir la totalité de son mandat, parce que cela déplaît à la puissante France.
- Il y a trois mois, lorsque l'Italie a voulu procéder à des **réductions fiscales** pour promouvoir l'économie en Italie du Sud, Bruxelles le lui a interdit.¹¹ En cas d'adhésion de la Suisse à l'UE, il en irait de même **pour l'autonomie communale suisse** et pour la fixation autonome du taux d'imposition communal. Mais de toute manière, tout cela n'est qu'une question d'éthique!
- Devant tant de partisans de l'éthique, il va de soi qu'il n'existe que des nations amies. On se trouve après tout **dans une communauté partageant les mêmes valeurs** et qui le proclame à qui veut l'entendre. Les politiciens viennent une fois de plus d'inventer un nouveau mot : la «communauté de valeurs». Mais c'est le contenu de ces valeurs qui compte après tout. Il y a fort à parier que l'UE n'interprète pas le mot «démocratie» de la même manière que nous. La résiliation de **l'accord sur le trafic aérien** par l'Allemagne une journée après la votation populaire suisse sur les accords bilatéraux constitue un signe particulièrement peu amical de cette «Communauté de valeurs». Ici aussi, on s'inspire naturellement de principes éthiques, cela va de soi. En effet, la bible nous enseigne que donner rend plus heureux que recevoir. Plutôt que de recevoir un peu de bruit en provenance du trafic aérien, l'Allemagne préfère donner à la Suisse le bruit énorme engendré par le trafic routier.
- **Les menaces et chantages** font depuis peu partie des pratiques courantes au sein de l'UE. Le **ministre allemand des finances** Hans Eichel menace la Suisse de sanctions au cas où elle ne se plierait pas au diktat de l'UE concernant l'imposition des intérêts et la prétendue fuite fiscale.¹² Eichel a qualifié la Principauté du Lichtenstein de ver dans la pomme de l'UE (textuellement en allemand «asticot dans le lard», note de la traductrice) en raison de son système fiscal autonome".¹³ C'est vraiment une façon de s'exprimer particulièrement éthique!

¹⁰ Congrès des banques: Ein Votum für den Euro, dans: "Der Landbote", 18 novembre 2000.

¹¹ Bruxelles interdit à l'Italie du Sud de baisser les impôts, dans: "Neue Zürcher Zeitung", 24 octobre 2000.

¹² "Tages-Anzeiger", 18 octobre 2000.

¹³ "Tages-Anzeiger", 29 février 2000.

La suppression de la liberté d'opinion au sujet de l'UE est à ranger au même chapitre: L'UE - et dans notre pays les partisans de l'UE ont en quelque sorte **une prétention au pouvoir et une prétention à véhiculer un message hors duquel il n'y a point de salut** et qui rappellent étrangement celles de l'église au Moyen-Age. On demande aux institutions et personnes une profession de foi quasiment religieuse dans les vertus de l'UE. Ceux qui se montrent critiques ou s'opposent à une adhésion à l'UE sont mis au pilori et marginalisés comme des hérétiques de l'UE.

Souhaitez-vous des exemples?

- Une campagne de dénigrement sans précédent a été menée contre le **fonctionnaire bruxellois** dont le livre sur l'incroyable mauvaise gestion au sein de l'UE a largement contribué à la chute de l'ancienne commission de l'UE. Il a été suspendu de ses fonctions et menacé de mesures disciplinaires importantes. Ses salaires ont été diminués de moitié et il a finalement été transféré dans la «Direction des bâtiments et services ». ¹⁴
- Dans son rapport inqualifiable sur les prétendus «partis extrémistes», le Conseil de l'Europe y a également inclus l'UDC, car les extrémistes ont comme point commun **de «s'opposer au processus d'intégration européen»**. ¹⁵
- Le Conseiller aux Etats st-gallois PDC Eugen David me met publiquement en garde à cause de mes critiques contre l'UE, car, souligne-t-il, au sein de l'Union européenne, **«on note avec consternation»** mon opposition à l'UE. ¹⁶
- Ceux qui n'applaudissent pas les efforts déployés par l'UE n'ont plus aucune chance de nos jours de trouver un poste important au sein de **l'administration fédérale**. Le Bureau de l'intégration de la Confédération demande aux candidats suisses postulant pour un stage à Bruxelles **« une loyauté totale »** vis-à-vis des organes de l'UE. ¹⁷

Faut-il s'étonner que le chancelier fédéral allemand étende à la légère ses compétences décisionnelles à d'autres états souverains, tels que la Suisse ? Gerhard Schröder ne considère même plus notre pays comme un état souverain. En mars 2000, il a dit à l'intention de la Suisse: **« Il ne peut et ne doit plus exister de paradis fiscaux. Personne en Europe n'est autorisé à faire une concurrence fiscale à ses partenaires, et cela indépendamment du fait qu'il est ou non formellement membre de l'Union européenne.»**¹⁸ A Berlin, on a apparemment déclaré que la Suisse est devenue entre-temps un membre «informel» de l'UE si bien que notre pays se voit donc spirituellement annexé déjà.

En tant que citoyennes et citoyens libres, nous ne le tolérerons point. L'attitude ambiguë de notre gouvernement est maintenant lourde de conséquences: bien que dans la nouvelle Constitution fédérale, on continue à mentionner comme but suprême le maintien de l'indépendance de notre pays et la protection des droits des citoyens, bien que le Conseil fédéral et le Parlement aient expressément prêté serment sur cet objectif et bien que le peuple et les cantons se soient, dans toutes les votations populaires ayant trait à la politique extérieure, incontestablement prononcés en faveur de l'indépendance et de la neutralité de notre pays, notre pays a émis à l'étranger des signaux contraires. **De notre état conscient de sa valeur, indépendant et neutre, on en a d'abord fait un «candidat à l'adhésion à l'UE»**, ensuite un **«membre désigné de l'UE»**, ensuite un pays qui se reconnaît comme un membre de **« l'Europe unie à la Charles V.»**, ce qui autorise finalement le chancelier fédéral allemand à croire que notre pays est **« un membre informel» l'UE** et à déjà pouvoir lui donner des directives.

Cela cadre bien avec ce que la NZZ écrit: «A Bruxelles, on a clairement compris qu'en Joseph Deiss, les ministres des affaires étrangères de l'UE on trouvé un collègue suisse qui parle à tous points de vue le même langage qu'eux.» ¹⁹ Mais quand donc nos conseillers fédéraux parleront-ils enfin à Bruxelles notre langue, celle de la Suisse?

¹⁴ Hommage au fonctionnaire de l'UE van Buiten. Kinnock met en garde contre une publication du livre, dans: "Neue Zürcher Zeitung", 13 octobre 1999. Cf. également Reader's Digest, Das Beste, Janvier 2000, p. 17.

¹⁵ Liste du Conseil d'Europe sur les «Partis extrémistes». L'UDC et la FPÖ sont citées comme exemples de tendances négatives dans: "Neue Zürcher Zeitung", 26 janvier 2000.

¹⁶ "Neue Zürcher Zeitung", 7 juillet 2000.

¹⁷ Guide d'études «Europaweiterbildung» du Bureau de l'intégration 1/2000, p. 54.

¹⁸ "Bilanz" No. 101, mars 2000, p. 000.

¹⁹ "Neue Zürcher Zeitung", 20 juillet 1999.

VII. La question épineuse du 4 mars 2001

La question épineuse du 4 mars 2001 est la suivante : Que penses-tu de la liberté, de l'indépendance et de la démocratie directe?

Chacun d'entre nous devra lors de la votation sur l'initiative «Oui à l'Europe» répondre en son for intérieur aux autres questions soulevées par cette initiative:

- Veux-tu laisser permettre à l'UE d'être le fossoyeur des **droits de liberté** qui ont été acquis au fil des siècles et qui sont garantis en Suisse?
- Veux-tu renoncer à la **démocratie directe** dans des secteurs essentiels?
- Souhaites-tu que la législation de l'UE prime sur la législation suisse?
- Souhaites-tu que des **ordonnances et décrets** te concernant également soient édictés sans que tu aies eu voix au chapitre?
- Souhaites-tu **une étatisation croissante**?
- Souhaites-tu qu'au nom de «**l'harmonisation fiscale**», la concurrence extrêmement efficace que certaines collectivités se livrent soit supprimée?
- Souhaites-tu verser en complément chaque année à Bruxelles **10 pour cent du budget fédéral actuel**, soit 5 à 7 milliards de francs?
- Souhaites-tu que les **dîmes d'un autre temps** soient réintroduites et qu'elles doivent désormais être versées à **Bruxelles**?
- Souhaites-tu payer des **impôts fédéraux augmentés** de 10 pour cent?
- Souhaites-tu payer **15 pour cent de taxe sur la valeur ajoutée** - soit le double de la TVA actuelle?
- Souhaites-tu renoncer à une monnaie autonome et par conséquent te passer du franc suisse?
- Souhaites-tu que, sans le contrôle du citoyen, d'autres **augmentations de la quote-part de l'Etat et du taux fiscal** soient décidées?
- Souhaites-tu cofinancer une **redistribution** gigantesque?
- Souhaites-tu, en tant que propriétaire d'une maison, payer des **intérêts hypothécaires 2 % plus élevés**?
- Souhaites-tu, en tant que locataire, payer des **loyers massivement plus élevés**?
- Veux-tu une politique **extérieure et de défense** qui nous est dictée par l'Allemagne et la France?
- Souhaites-tu une **armée de l'UE** et par conséquent une force d'intervention armée contestable?
- Veux-tu des politiciens, fonctionnaires, technocrates et diplomates suisses qui préfèrent **se pavaner à Bruxelles**, plutôt que de défendre les intérêts de leur peuple, parce que la bureaucratie de l'UE leur offre des **possibilités d'épanouissement** plus grandes, une meilleure **carrière** et des **revenus plus élevés** que la Berne fédérale bien terne?

La réponse au 4 mars 2001 est simple: «Non à une adhésion à l'UE», car nous disons oui à une Suisse libérale et prospère dans laquelle nos jeunes ont également une chance et un avenir assuré. Ceux qui cherchent actuellement à creuser la tombe de la Suisse à Bruxelles et qui s'engagent de surcroît à verser chaque année des milliards, n'ont vraiment rien compris à la liberté suisse et ils ne l'ont sans doute pas non plus méritée!

Le 4 mars 2001, nous allons décider si nous voulons, de notre propre gré, mettre en scène l'enterrement de notre propre pays et si nous souhaitons par la même occasion remettre aux participants bruxellois à l'occasion de ces funérailles une bonne partie de notre succession.

Comme nous croyons en une Suisse qui a ses particularités, nous disons résolument non à la domination étrangère et à une mise sous tutelle de ses citoyens.

VIII. Si tu cherches la guerre, elle viendra à toi

Si l'adhésion à l'UE est la première étape lors de laquelle on a l'intention de sacrifier **l'indépendance, la liberté des citoyens, le droit d'autodétermination, la démocratie directe, la prospérité et la neutralité**, la deuxième étape suivra aussitôt le 10 juin 2001: avec l'adoption de la Loi sur l'armée, nous sommes en effet censés abandonner **la neutralité perpétuelle et armée et la politique de paix de la Suisse** qui fait ses preuves depuis 200 ans...

Il faut impérativement rejeter tant l'initiative de l'UE que la révision de la Loi sur l'armée. La résistance à cette politique de ceux qui sont timorés et qui ne cherchent qu'à s'aligner, est devenue la tâche constante de notre parti libéral et conservateur, qui est attaché à la démocratie. Ne nous leurrions pas: la loi sur l'armée ne se soucie pas de savoir s'il faut ou non armer les soldats suisses à l'étranger pour assurer leur autodéfense. Il s'agit de l'engagement de notre armée dans des zones de combat à l'étranger. Il y va de la coopération avec l'OTAN et finalement de l'adhésion à l'OTAN. C'est le but avoué du Conseil fédéral, du PS, du PRD et du PDC. L'enjeu n'est point d'armer ou non les soldats suisses à l'étranger... Des soldats non armés sont de toute manière une incongruité en soi. Mais les soldats suisses n'ont rien à chercher à l'étranger, qu'ils soient armés ou non... Et les armées étrangères ne sont pas davantage à leur place dans notre pays.

Nous disons résolument non aux aventures guerrières qui entraînent la Suisse dans les conflits d'autrui.

Nous disons résolument oui à une présence et à des engagements humanitaires. Ces derniers doivent être apportés par des civils.

Le petit état qu'est la Suisse le sait parfaitement: **si tu cherches la guerre, elle te trouvera.**

C'est l'histoire qui nous l'enseigne et c'est pourquoi notre petit pays est neutre. Le 10 juin 2001, il y va de la **sécurité, de l'indépendance et de la liberté** de ce pays.

IX. Faut-il supprimer l'armée de défense suisse?

La Suisse s'est fixé comme objectif la liberté de ses citoyens. Un tel état est toujours menacé par les autres car la liberté, telle que nous l'entendons, constitue toujours une provocation. Les dictatures qui reposent sur l'appartenance à une race ou une classe n'ont pas besoin d'armée pour défendre des libertés qui n'existent pas, mais tout au plus d'une armée pour opprimer leur propre population, car personne n'a envie d'y aller et parce qu'il n'y a rien à chercher. En revanche, notre armée a pour tâche de défendre la liberté et la souveraineté de notre pays en cas d'agression. Nous avons une armée pour dissuader l'ennemi et pour éviter, dans la mesure du possible, une guerre. Le prix d'entrée et de séjour en Suisse doit être tellement élevé pour un agresseur que personne ne songe à nous attaquer. Il semble que les dirigeants de l'armée l'aient oublié

Notre armée repose sur quatre piliers ci-après :

- **la neutralité perpétuelle et armée que nous avons librement choisie**
- **le système de milice**
- **l'obligation générale de faire du service militaire**
- **une structure fédéraliste avec une co-responsabilité des cantons**

Ces quatre piliers ont permis à la Suisse pendant **plus de 200 ans de se tenir à l'écart de toute guerre**. Aucun autre pays au monde peut se prévaloir d'un bilan de paix aussi positif. Il faut être bien immature pour vouloir abandonner un concept aussi réussi.

Mais d'où vient soudainement cette attitude aventureuse de nos autorités ? Dites-vous bien que ceux qui sont prêts à sacrifier l'indépendance, le droit d'autodétermination et la neutralité **ne sont pas prêts à les défendre. Ceux qui veulent abandonner la Suisse n'ont plus besoin d'armée !**

Les responsables ne prennent désormais plus au sérieux la principale mission de notre armée de défense qui consiste à pouvoir, au besoin, défendre notre pays avec des instruments de guerre contre un éventuel agresseur.

- C'est pourquoi on cherche à **saper à la légère les quatre piliers de notre défense nationale**.
- La présidente de fraction PRD Christine Beerli est fatiguée de la neutralité et, en tant que membre d'un «groupe de travail politique de sécurité», elle exprime l'opinion suivante: « C'est pourquoi, à long terme, une adhésion à l'OTAN s'impose si la Suisse cherche un partenaire international fiable.»²⁰
- Le PRD Suisse **revendique** dans sa «Vision 2007» »l'adaptation et l'intégration de l'armée à l'OTAN/UE». ²¹
- De nombreux militaires haut placés voient surtout d'un mauvais œil la neutralité parce qu'elle les empêche de participer à l'étranger aux guerres d'autrui. C'est pourquoi eux aussi sont impatients d'adhérer à l'ONU, à l'UE et à l'OTAN.
- C'est pourquoi notre armée est systématiquement adaptée aux **normes de l'OTAN et aux structures de commandes de l'OTAN**.
- C'est pourquoi notre armée de l'air **est préparée à être dirigée par l'OTAN** afin de pouvoir participer à des opérations de grande envergure.
- C'est pourquoi on préfère copier les **règlements de l'OTAN** plutôt que de penser par soi-même.
- C'est pourquoi le Conseil fédéral a adhéré au **«Partnership for Peace»**, à savoir au «Partenariat pour la paix de l'OTAN», qui est l'antichambre d'une adhésion à l'OTAN, et cela en contournant délibérément la population et le Parlement.
- C'est pourquoi des professeurs EPF salariés par la Confédération et des théoriciens stratégiques, qui ne disposent pas nécessairement d'une sagesse particulière, mais qui ont fait de longues études, souhaitent à tout prix adhérer à l'ONU, à l'OTAN et à l'UE. Ils ont tout au moins l'honnêteté d'admettre que cela n'est pas compatible avec notre neutralité.

Un parmi eux pense que le Rapport sur la politique de 2000 **«est en réalité incompatible avec le système de milice et la neutralité»²²**, pour conclure ensuite d'une manière qui n'a plus rien de

²⁰ Groupe de travail Politique de sécurité, 12 thèses sur les lignes directrices du Conseil fédéral et le plan directeur de l'armée XXI, sans date, p. 4.

²¹ La vision Suisse 2007. www.fdp.ch/vision2007.

²² Le dossier: 350 Jahre Westfälischer Friede. Schweizer Neutralität. Interview de Patrick Strössler avec Jürg Martin Gabriel, professeur en relations internationales à l'EPF Zurich, Teletext/Internet, Octobre 1998.

scientifique, mais qui est d'autant plus politique, que ce système de milice et la neutralité ne sont de toute manière qu'un «mythe».

Un deuxième qui est professeur à l'EPF, **demande expressément une adhésion à l'OTAN et l'abolition de la neutralité**, se moque des «défenseurs zélés de la tradition» et se permet de se gausser hautainement des citoyens suisses décidément bornés, puisqu'à l'heure actuelle, 4/5 des Suisses souhaitent toujours donner leur soutien à la neutralité.²³

- Dans le «**Rapport de l'état-major sur les perspectives de l'administration fédérale**» - oui il existe - on peut lire que la Suisse peut de moins en moins se permettre le luxe de rester en dehors de l'UE, de l'ONU et de l'OTAN.²⁴
- Les militaires haut placés mettent tout en œuvre pour rendre la Suisse capable d'adhérer à l'OTAN. Une véritable vague propagandiste DDPS est en train de déferler sur notre pays. On fait pour cela un usage abusif des écoles et des cours d'instruction militaire. **Le but est de rééduquer les soldats en tant que citoyens et électeurs.**
- C'est pourquoi le sous-chef d'Etat-major Planification au DDPS **peut se permettre d'affirmer publiquement que l'armée est condamnée si nous ne participons pas à des engagements à l'étranger.**²⁵
- C'est pourquoi l'armée de l'air suisse souhaite acquérir des avions de combat très coûteux. Elle invoque «**l'accomplissement de missions dans le cadre d'engagements multinationaux**».²⁶
- C'est pourquoi une unité de blindés français a effectué du 23 mai au 7 juin 2000 **pour la première fois sur la Wichlenalp des exercices de tir.** La Suisse devient le bouclier de l'Europe ! (et pourquoi pas des armes à l'uranium appauvri de l'OTAN?)
- Au mois de novembre 2000, le premier exercice avec le quartier principal de l'OTAN **Southcentre s'est déroulé sur territoire suisse.**²⁷ La Suisse devient l'hôtesse des exercices d'états-majors internationaux!
- C'est pourquoi le chef de l'armée, le commandant de corps Dousse, **se permet de politiser ouvertement des manifestations militaires obligatoires et de faire de la propagande en faveur de l'adhésion à l'UE** parce qu'elle faciliterait les engagements à l'étranger. (Pourtant, il n'est même pas capable de faire appliquer dans les troupes de Swisscoy l'ordre de munition. Des commandants de division, tels que le commandant de la division de campagne 6, cherchent à faire de l'esprit lors des rapports de division et font remarquer qu'il est plus malin d'envoyer quelques compagnies ou un bataillon à l'étranger que de faire défendre la frontière suisse par de nombreuses divisions. Si c'était si simple que cela, nous n'aurions qu'à abolir tout de suite l'armée, à quelques compagnies près!

Comme ils souhaitent que l'armée suisse fasse partie de l'OTAN, les partisans inconditionnels de l'OTAN pensent que **le système de milice et le service militaire obligatoire n'ont plus leur raison d'être** et que la structure fédéraliste de notre armée n'est qu'un obstacle. **C'est pourquoi l'armée XXI ne fait pas grand cas du système de milice et c'est aussi la raison pour laquelle on «relativise» l'obligation générale de faire du service militaire, et qu'on supprime la structure fédéraliste de l'armée.**

Pour déblayer les forêts, préparer les pistes de ski, encadrer les requérants d'asile et réparer des toits au Kosovo ou nettoyer des toilettes en Autriche, il existe tout de même des formations plus appropriées que les soldats formés pour assurer la défense de notre pays.

Tout cela n'est qu'un emploi abusif de l'armée et est de nature à minimiser sa tâche sérieuse. Cela est fait au dépens de notre volonté d'engagement en cas de guerre et nous coûtera de nombreuses vies.²⁸

²³ Kurt Spillmann: Welche Armee für die Sicherheitspolitik 2000?, Dans "Neue Züricher Zeitung", 11 septembre 2000.

²⁴ André Nietlisbach: Défis 1999-2003. Trendentwicklungen und mögliche Zukunftsthemen für die Bundespolitik. Rapport de l'état-major sur les perspectives de l'administration fédérale, Neuchâtel 1998, p. 17.

²⁵ Déclaration du divisionnaire Urban Siegenthaler à une conférence de presse du 22 mars animée par le chef d'état-major commandant Hans-Ulrich Scherrer Conférence de presse du 22 mars 1999. Communiqué d'agence AP

²⁶ L'armée de l'air suisse, Berne 1999, p. 5.

²⁷ Information des médias du DDPS, 21 janvier 2000.

Le DDPS et les dirigeants de l'armée ne prennent plus l'armée de résistance suisse et la guerre au sérieux.

Notre armée ne fait que copier bêtement l'OTAN, en ornant depuis peu la poitrine des soldats suisses séjournant à l'étranger de ce que l'on appelle des «Ribbons», c'est à dire des distinctions.²⁹ Nos soldats sont également autorisés d'accepter et de porter de telles médailles de l'OTAN ! Le désir d'imiter la puissante alliance militaire est si grand qu'il occulte la dépendance et la corruption mentale que cela entraînerait.

On dépense aujourd'hui déjà largement plus de 100 millions de francs par an pour des tâches de l'armée qui n'ont rien à voir avec celles qui sont prévues par la Constitution fédérale. Dans la seule année 2001, les coûts de Swisscoy se montent à 27 millions de francs.³⁰ Et cela aux dépens de notre armée de défense !

Le Centre genevois pour le contrôle démocratique des forces armées, qui va être achevé en l'an 2001, va coûter chaque année aux contribuables 10 millions de francs.³¹

La preuve a été apportée depuis longtemps: **par la Loi sur l'armée, on cherche à supprimer l'armée de défense suisse et à pousser la Suisse à adhérer à l'OTAN ! La population doit l'empêcher coûte que coûte!**

Certains journalistes ont senti le vent tourner et ils ont eu le courage de dire aux citoyens de quoi il retourne. Dans «Facts», un commentateur écrit: «Grâce à Ogi, la votation sur le traité EEE est devenue une votation sur l'adhésion à l'UE et **la votation sur les soldats suisses armés va de la même façon déboucher sur une votation d'adhésion à l'OTAN.**»³²

Le «Tages-Anzeiger», qui, comme chacun le sait, prône ouvertement l'abandon des particularismes suisses, est au désespoir de constater qu'en cas de non des citoyens à des engagements armés à l'étranger **«on prive l'armée XXI de sa raison d'être et de sa vision».**³³ C'est exactement ce qui doit se passer! Débarrassons-nous de toutes ces inepties !

Mais écoutons pour finir le **chef de l'information au Département de la défense qui a été jadis un partisan incondicional de l'abolition de l'armée.** Il évoque dans une lettre d'adieux publique, adressée à Adolf Ogi, en quelque sorte en guise de récapitulation, sa **«certitude que l'armée doit être engagée en dehors des écoles et cours, sinon elle n'a en réalité plus aucun sens.»** Il n'a apparemment jamais réalisé que le sens profond de l'armée est précisément de dissuader l'ennemi et qu'il faut dans la mesure du possible chercher à ne pas l'utiliser ! Le chef de l'information du DDPS écrit plus loin: «A ton avis (il tutoie son collègue Dölf), l'armée doit être engagée non pas à notre frontière, ni contre les Russes et pas non plus dans le «Réduit», mais pour la promotion de la paix, l'aide en cas de catastrophe et la sécurité à Suva-Reka, Sarajevo, (...) Alger, Moscou et en d'autres lieux. **L'armée en tant qu'instrument au service de la politique extérieure pour faire la démonstration de l'ouverture de la Suisse au monde. C'est là une conclusion diamétralement opposée à la mission véritable de l'armée et une volte-face drastique.**»³⁴

Jusqu'à présent, la Suisse neutre appliquait le principe suivant: Nous ne déclenchons pas de guerre. A l'avenir, il semble que le Département de la défense préconise la devise suivante: Pas de guerre sans nous ! Ici, mesdames et messieurs, il convient d'ajouter: d'habitude, seuls les dictateurs et leurs armées font ainsi fi de leur propre Constitution!

²⁸ Hans-Dieter Vontobel: Miliz am Scheideweg, dans : "Allgemeine Schweizerische Militär Zeitschrift" No. 5, 2000, p. 16.

²⁹ Instruttiion du DDPS du 10 amrs 2000 sur la remise et le port des distinctions opur engagements à l'étranger.

³⁰ Communiqué de presse du DDPS, 25 octobre 2000.

³¹ Communiqué de presse du DDPS, 26 octobre 2000.

³² Markus Schneider: Wie gut war Ogi?, Dans: "Facts" No 25, 28 décembre 2000, p. 22.

³³ Bruno Vanoni: Adolf Ogis Geheimnis, Dans le: "Tages-Anzeiger", 21 décembre 2000.

³⁴ Oswald Sigg: Lieber Dölf, Lettre d'adieu du chef de l'information et collaborateur étroit de longue date au président sortant de la Confédération Adolf Ogi, Dans: "Die Weltwoche" No 51/52, 21 décembre 2000.

Il faut espérer que la mort par leucémie des soldats envoyés aux Balkans a enfin rappelé les responsables à la réalité. Aux Balkans, il y a la guerre avec tout ce que cela comporte comme risques, tels que maladies, irradiations, épidémies, encéphalites, blessures causées par des mines et troubles psychiques à vie et finalement la mort ! **Les soldats ont pour mission de tuer et de mourir si besoin en est.** L'annonce de l'UCD zurichoise «**Souhaitez-vous que votre fils soit rapatrié dans un cercueil?**» est particulièrement pertinente. Tuer et mourir pourquoi ? Se battre pour quoi ? Ce sont là des questions essentielles d'une grande portée éthique. Mais elles ne sont pas posées à Berne. **Les engagements à l'étranger sont avant tout un théâtre médiatique mis en scène par le DDP en vue de l'intégration et de l'assujettissement de la Suisse à des alliances internationales.** Et c'est pour cela qu'on envoie des jeunes gens à la guerre ! Même si l'on affirme qu'il s'agit d'une guerre pour la paix.

Les Suisses ont accepté comme moyen de dernier recours de tuer et de mourir pour défendre la souveraineté et l'indépendance du pays et pour garantir la liberté des citoyens et les mettre à l'abri du joug de puissances étrangères.

Mais nous n'acceptons pas de sacrifier nos fils et les Suissesses n'acceptent pas de sacrifier leurs époux pour des aventures guerrières, des engagements de l'OTAN, une armée de l'OTAN en format de poche, pour les vanités de politiciens et militaires et les engagements au cours desquels d'autres nous dictent ce que nous devons faire pour défendre leurs intérêts de puissance. Nous apportons notre contribution à la paix dans le monde par notre armée de défense, neutre et sans alliance et en tant qu'état neutre par notre présence humanitaire via la Croix-Rouge et un Corps d'aide en cas de catastrophe qui doit encore être développé.

Cette année, deux votations décisives vont avoir lieu. Il s'agit de garantir notre neutralité et notre indépendance.

Le 4 mars 2001, nous dirons : Non à une adhésion à l'UE.
Le 10 juin 2001, nous dirons : Non à des aventures guerrières à l'étranger.
Le 10 juin 2001, nous dirons : Non à des armées étrangères en Suisse.

**Ces trois Non sont un Oui à:
un avenir fait de sécurité et de liberté qui est la devise de notre parti depuis de nombreuses années.
la liberté et à la prospérité.
une Suisse paisiblement ouverte au monde.**

X. Donnons l'exemple au lieu d'imiter

Il est tout de même surprenant de constater qu'au cours des dix années passées, la renommée de la Suisse a beaucoup souffert et que les sympathies à son égard ont fortement diminué, bien que le Conseil fédéral ait cherché pendant cette période bien plus que par le passé à susciter de la bienveillance à l'étranger au moyen de sa politique d'adaptation. **Mais nous n'obtiendrons pas le respect en nous jetant aux pieds d'autrui, en faisant preuve d'une obéissance servile et en reprenant des décrets et lois.** Nous obtiendrons le respect sur le plan international en montrant que moins de paragraphes et moins de tutelle étatique permettent de mieux vivre ! La politique extérieure du Conseil fédéral et d'ailleurs en partie aussi de l'économie suisse, a perdu tout respect lorsqu'elle a cédé aux menaces d'Outre-Atlantique. **L'adaptation a été depuis toujours une mauvaise méthode pour gouverner.**

Si notre petit état souhaite faire bouger quelque chose dans le monde, il ne doit pas imiter les autres, mais donner lui-même **l'exemple. Celui qui dirige indique la bonne direction à suivre et fait quelque chose d'autonome.** Toutes les grandes personnalités politiques, économiques et culturelles ont atteint leurs objectifs parce qu'elles ont su aborder un problème d'une manière différente de tous les autres, et parce qu'elles ont suivi leur propre voie, même si les autres pensaient que leur cause était une mission impossible. Toutes les inventions humaines reposent sur des actions jamais encore accomplies auparavant. **Celui qui emboîte le pas à autrui ne donnera jamais l'exemple.** Celui qui suit le troupeau doit effectivement être un mouton. La Suisse, qui était l'asile des pauvres de l'Europe, est devenue le pays économiquement le plus prospère, parce qu'elle a emprunté sa propre voie. **Elle est devenue un exemple de liberté et de résistance.**

Nous souhaitons donner l'exemple et ne pas copier une culture de fonctionnaires bureaucratique, terne, inefficace et qui s'immisce partout, alors qu'elle n'est pas vraiment démocratiquement légitimée pour le faire. **Celui qui donne l'exemple n'imité personne, c'est lui qui est imité!** Nous voulons donner l'exemple de la cohabitation pacifique dans la liberté, donner l'exemple de l'ouverture au monde, de la résistance et de la co-décision des citoyens: C'est cela la mission de la Suisse. N'abandonnons pas la Suisse. Que les autres suivent des chemins commodes, qu'ils s'adaptent: mais nous n'en ferons rien !

La devise de l'UDC, c'est la résistance et non pas l'adaptation !

Ne baissons surtout pas les bras ! Par notre «Non», nous nous battons **pour une coopération amicale avec tous les états du monde, sans nous laisser intégrer dans une alliance. Nous souhaitons décider nous-mêmes de notre destinée!**